

Au quatrième trimestre 2012, léger rebond de l'intérim mais forte progression du chômage

Au quatrième trimestre 2012, les secteurs concurrentiels de l'économie du Languedoc-Roussillon ont connu un léger regain d'activité à l'exception du logement et du tourisme. Il s'est traduit par un rebond de l'emploi intérimaire (+ 6,3 %) qui n'a toutefois pas suffi à compenser la diminution de l'intérim lors des trois trimestres précédents. Par ailleurs, l'emploi salarié, hors intérim, continue de se contracter avec une perte de près de 2 000 postes. Tous les secteurs subissent des pertes d'emploi même si elles sont plus intenses dans la construction (- 1,3 %) que dans l'industrie (- 0,7 %), le commerce (- 0,2 %) ou les services marchands (- 0,2 %).

Sous le double effet de la croissance démographique soutenue et de la contraction de l'emploi salarié, le taux de chômage augmente fortement au quatrième trimestre (+ 0,5 point) pour atteindre 14,3 % de la population active. L'écart continue de se creuser avec la moyenne nationale établie à 10,2 %. Les personnes de 50 ans ou plus sont les plus touchées par l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi, et le chômage de longue durée progresse encore sensiblement (+ 4,8 %).

Conjugué avec la baisse des créations d'entreprises (hors auto-entrepreneurs) et la vision pessimiste des chefs d'entreprises, le recul des offres d'emplois recueillies par Pôle Emploi est le signe d'un début d'année 2013 qui risque d'être difficile pour l'économie régionale.

Isabelle DIOUM, Nicolas MILLET, Stéphane DURAND, Insee Languedoc-Roussillon

Le contexte international : Éclaircie mondiale, l'Europe encore dans l'ombre

Fin 2012, l'activité a calé dans les économies avancées¹ (- 0,2 % après + 0,3 % au 3ème trimestre). Les économies émergentes² ont pourtant gagné en dynamisme mais les économies avancées n'en ont pas profité. Aux États-Unis, malgré la résistance de la consommation des ménages et de l'investissement, l'activité a connu un trou d'air (0,0%), en raison du repli de la consommation publique et d'importants mouvements de déstockage. En zone euro, net recul de l'activité : - 0,6 % après - 0,1 %. Notamment, la production manufacturière, stable au 3ème trimestre, s'est fortement repliée fin 2012.

Au 1er trimestre 2013, l'activité resterait dynamique dans les économies émergentes et elle rebondirait dans les économies avancées (+ 0,4 %). Le rythme de progression redeviendrait soutenu aux États-Unis (+ 0,6 % après 0,0 %) grâce à la résistance de la demande interne, et ce en dépit des hausses de prélèvements sur les ménages décidées fin 2012. Dans la zone euro, l'activité cesserait de se contracter (+ 0,1 % après - 0,6 %), grâce au redémarrage de la locomotive allemande (+ 0,5 % au 1er trimestre). En revanche, l'Espagne et l'Italie resteraient à la peine. L'activité des économies avancées se tasserait au 2ème trimestre 2013 (+ 0,2 %), notamment aux États-Unis sous l'effet de coupes budgétaires.

¹ Liste indicative des économies avancées : Australie, Canada, Corée du sud, Danemark, États-Unis, zone Euro, Hong Kong, Israël, Japon, Norvège, Nouvelle Zélande, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Suisse, province chinoise de Taiwan et République tchèque.

² Liste indicative des pays émergents : Mexique, Brésil, Argentine, Venezuela, Colombie, Chili, Pérou, Chine, Inde, Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Pakistan, Philippines, Russie, Turquie, Pologne, Hongrie, Afrique du Sud, Egypte, Arabie Saoudite.

Le contexte national : un repli moins marqué que dans le reste de la zone euro

En France, l'activité s'est repliée fin 2012, avec une intensité toutefois moindre que dans les autres grands pays européens (- 0,3 % après + 0,2 %). La production manufacturière a subi un fort repli (- 2,6 % après + 1,1 %). Entraînées par la faiblesse des échanges dans les pays avancés, les exportations ont reculé (- 0,6 % après + 1,0 %) tandis que les investissements des entreprises ont diminué (- 0,8 % après - 0,6 %). De même, les dépenses de consommation des ménages ont été atones (- 0,1 %, après + 0,1 %).

Au 1er semestre 2013, de meilleures perspectives d'activité dans l'industrie suggèrent un repli moindre de l'activité manufacturière. Grâce à l'embellie mondiale, les exportations accéléreraient. En revanche, la demande intérieure resterait atone. Le pouvoir d'achat des ménages resterait freiné par la dégradation du marché du travail et par l'augmentation des prélèvements ; la consommation des ménages serait stable. En outre, l'investissement reculerait encore. L'activité serait ainsi quasi-stable au 1er semestre (0,0 % au 1er trimestre 2013 puis + 0,1 % au 2ème) ; 74 000 emplois marchands seraient supprimés et le taux de chômage atteindrait 11,0 % mi-2013.

Synthèse régionale

Au quatrième trimestre 2012, les chefs d'entreprise ont fait état d'un léger regain d'activité dans tous les secteurs de l'économie du Languedoc-Roussillon. Le tourisme fait toutefois exception avec un recul de la fréquentation hôtelière liée, en particulier, à une diminution des nuitées d'affaires et à des conditions climatiques moins favorables à la région que fin 2011. Le calendrier des vacances scolaires a été également moins favorable, les vacances de Noël ayant débuté plus tardivement que l'an passé.

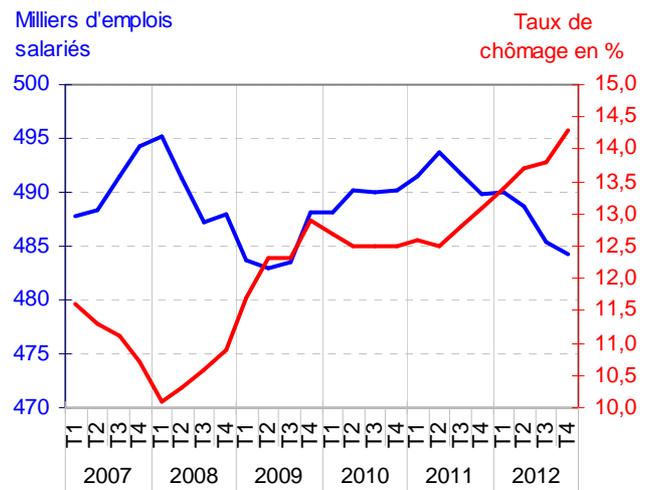
Ce léger regain d'activité a profité à l'emploi intérimaire qui a progressé de +6,3 % par rapport au trimestre précédent. Le recours à l'intérim a été plus fréquent dans tous les secteurs. Mais ce net rebond n'a pas permis d'endiguer la forte baisse des trimestres précédents. En un an, l'emploi intérimaire a ainsi chuté de -7 %.

Par ailleurs, l'emploi salarié hors intérim a diminué de -1 950 postes dans le secteur concurrentiel, soit une baisse trimestrielle de -0,4 %. Les pertes d'emploi ont été particulièrement importantes dans la construction (-1,3 %) qui subit encore ce trimestre une baisse sensible des autorisations de construire, des mises en chantiers et des commercialisations de logements. L'emploi industriel poursuit sa baisse tendancielle (-0,7 %) et l'atonie des dépenses des ménages languedociens se répercute sur l'emploi dans le commerce et les services marchands qui subissent chacun une baisse de -0,2 % de leurs effectifs. Au total, l'emploi salarié dans les secteurs marchands hors agriculture, administration publique, santé, action sociale et particuliers employeurs, recule de 1 100 postes, soit -0,2 % par rapport au trimestre précédent. La baisse est légèrement moins marquée qu'au niveau national (-0,3 %).

Sous le double effet de la croissance démographique soutenue et de la contraction de l'emploi salarié, le taux de chômage a fortement augmenté au quatrième trimestre (+0,5 point) pour atteindre 14,3 % de la population active. L'écart continue de se creuser avec la moyenne nationale estimée à 10,2 %. Par rapport au trimestre précédent, Pôle Emploi compte 6 700 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C supplémentaires. Les 50 ans et plus ont été particulièrement touchés. La progression du nombre de demandeurs d'emploi s'explique par la diminution des sorties des listes de Pôle Emploi (-2,6 %) qui n'a pas été compensée par la légère baisse des entrées (-0,4 %). De ce fait, le chômage de longue durée s'est aggravé (+4,8 % demandeurs inscrits depuis un an et plus).

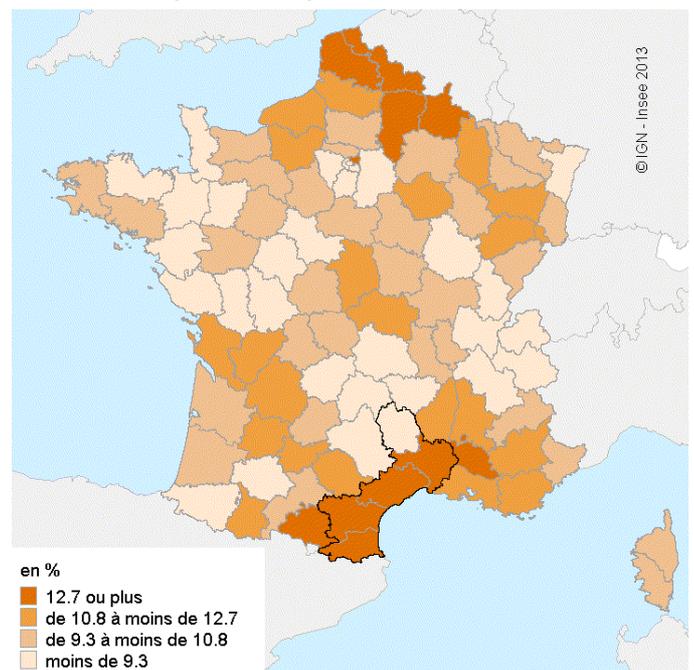
Les offres d'emploi recueillies par Pôle Emploi sont également en recul (-3,4 %). Conjugué avec les perspectives pessimistes des chefs d'entreprises pour les mois à venir, ce recul augure un début d'année 2013 difficile.

Emplois salariés dans les secteurs marchands non agricoles en Languedoc-Roussillon et taux de chômage régional



Source : Insee, estimations d'emploi et taux de chômage localisés.

Taux de chômage localisés par département en France métropolitaine au quatrième trimestre 2012



Source : Insee, taux de chômage localisés

Activité économique

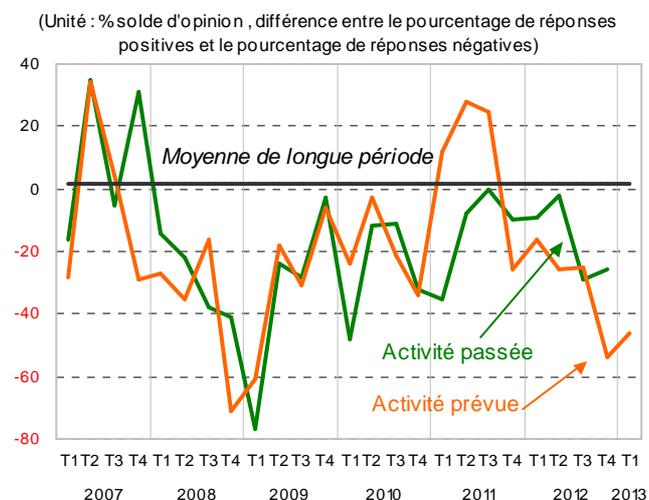
La situation se dégrade encore dans le bâtiment et les travaux publics

Au quatrième trimestre 2012, l'activité du bâtiment est apparue globalement mieux orientée d'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France auprès des entreprises du bâtiment de Languedoc-Roussillon. Cependant, le climat des affaires n'a pas retrouvé sa sérénité pour autant. Les carnets se renouvellent difficilement et deviennent parfois insuffisants. Sous l'effet d'une vive concurrence, les prix sont tendus et les marges réduites. Dans ce contexte, nombre d'entreprises éprouvent des difficultés et ajustent à la baisse leurs effectifs. Les perspectives demeurent incertaines et un tassement de l'activité est attendu pour le premier trimestre 2013.

Le climat conjoncturel reste défavorable dans l'industrie du bâtiment¹ au niveau national. Les entrepreneurs estiment que leur activité reste dégradée sur la période récente. Ils demeurent pessimistes pour leur activité dans les prochains mois.

Selon les entrepreneurs des travaux publics de la région interrogés au quatrième trimestre 2012, le climat conjoncturel est, comme au niveau national, mitigé. L'activité aurait légèrement augmenté ce trimestre. De même l'activité prévue s'améliore par rapport au trimestre précédent, mais le solde d'opinion reste largement en dessous de sa moyenne de longue période. Face à ce contexte conjoncturel morose, les professionnels du secteur font état d'un carnet de commande tant privé que public qui ne décolle pas. Ils s'inquiètent des difficultés d'accès au crédit des collectivités locales, qui sont leurs premiers clients. Les commandes du secteur privé (travaux de voiries, de réseaux et de terrassements...) font également défaut. De plus, les grands travaux annoncés (déplacement de l'A9 et contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier) risquent de ne porter leurs effets qu'à partir de 2014. Devant ces difficultés, les entreprises des travaux publics de la région prévoient un recul de l'emploi dans les trois prochains mois.

Soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité dans les travaux publics en Languedoc-Roussillon



Source : enquête régionale de conjoncture - Fédération Régionale des Travaux Publics du Languedoc- Roussillon

Logements neufs : les autorisations et les mises en chantier sont en forte baisse

En Languedoc-Roussillon, au quatrième trimestre 2012, près de 4 600 logements ont été commencés, soit un repli de - 20,4 % par rapport à la même période un an plus tôt. Dans le détail, au quatrième trimestre 2012, 2 200 logements collectifs (appartements) ont été mis en chantier, soit un recul de - 30,1 % par rapport au quatrième trimestre 2011. Dans l'individuel (maisons), le chiffre atteint plus de 2 100 logements, soit un repli de - 17,8 % par rapport à 2011.

Ces résultats s'expliquent, pour le logement individuel, par la détérioration de la situation économique des ménages avec la crise et le recalibrage du PTZ+ (prêt à taux zéro) début 2012, avec l'introduction de plafonds de ressources et de conditions plus restrictives. Pour ce qui est du logement collectif, la disparition annoncée du dispositif Scellier pour l'investissement locatif a pesé.

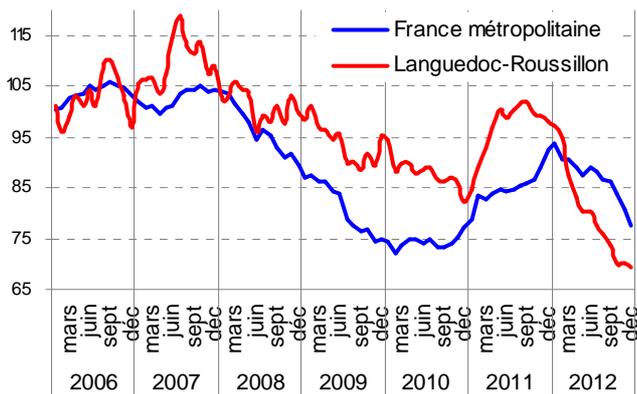
L'effondrement des mises en chantier s'observe également au niveau national, avec - 28,2 % par rapport au quatrième trimestre 2011.

La baisse du nombre de permis de construire s'accroît ce trimestre. Plus de 5 500 logements ont été autorisés à construire au quatrième trimestre 2012, soit un repli de - 17,8% par rapport au quatrième trimestre 2011. Le recul est plus marqué pour les logements collectifs (- 26,9 %) que pour l'individuel (- 18,6 %). Au regard des perspectives d'autorisations de logements, les mises en chantier devraient continuer à freiner dans les mois à venir.

¹ Le champ de l'industrie du bâtiment concerne les entreprises de plus de 10 salariés

Évolution du nombre de logements commencés

(Indice base 100 en décembre 2005)

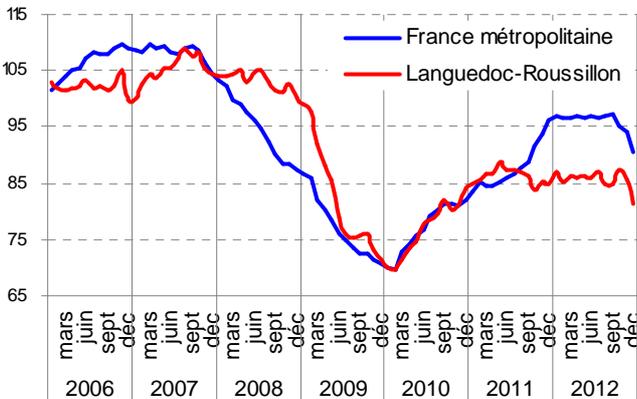


Note : Données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente le nombre de logements des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del

Évolution du nombre de logements autorisés à la construction

(Indice base 100 en décembre 2005)

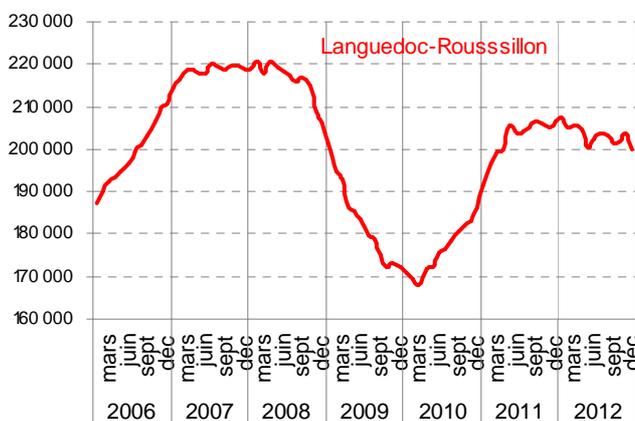


Note : Données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente le nombre de logements des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del

Avertissement : Suite à un phénomène de rattrapage statistique de l'instruction des permis de construire par les services de l'Etat, concentré dans un nombre réduit de régions, le profil du glissement du cumul annuel peut être légèrement biaisé pour la France Métropolitaine.

Évolution de la Consommation de Béton Prêt à l'Emploi (en m3)



Note : Données mensuelles brutes. Chaque point représente la consommation de béton prêt à l'emploi en m3 des 12 derniers mois.

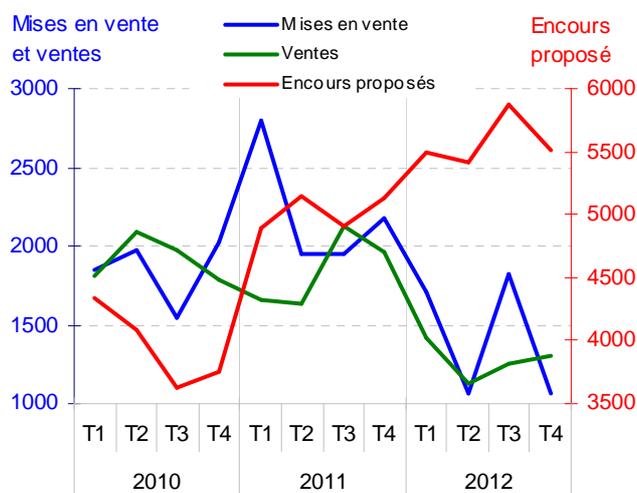
Source : Syndicat National du Béton prêt à l'emploi (SNBPE)

Les ventes de logements en chute libre

Au quatrième trimestre 2012, d'après l'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement auprès des promoteurs immobiliers, près de 1 300 logements ont été vendus, soit une baisse de - 33,7 % par rapport à la même période un an plus tôt. Cette baisse des ventes s'explique par plusieurs effets conjugués. La forte réduction de l'avantage fiscal (Scellier) a contribué à freiner les ventes pour l'investissement locatif. La diminution de l'aide à l'accession sociale due à la réforme du PTZ, ainsi que l'attentisme des ménages face à un contexte économique incertain a également pesé négativement sur l'accès à la propriété. Les prix toujours élevés sont également un frein à l'achat immobilier. Enfin, malgré des taux d'intérêt attractif, le durcissement des conditions d'octroi aux crédits aurait réduit le nombre de prétendants à l'accession.

Face à la chute de la commercialisation, le nombre de logements neufs mis en vente au quatrième trimestre 2012 (1 050 unités) est en baisse de - 51,2 % par rapport au quatrième trimestre 2011. Malgré une baisse du stock pour cette fin d'année, l'encours de logements proposé à la vente au quatrième trimestre 2012, est supérieur à son niveau de fin 2011. Le délai d'écoulement de l'encours est désormais de 12,9 mois, contre 7,5 mois fin 2011.

Commercialisation des logements neufs en Languedoc-Roussillon



Source : MEDDTL/CGDD/SOeS (ECLN) / Dreal Languedoc-Roussillon

La baisse de l'activité commerciale qui a débuté début 2011 risque de pénaliser à l'avenir le lancement de nouveaux projets immobiliers et ainsi d'impacter à la baisse le nombre de permis de construire et mises en chantier pour l'année 2013. L'application du dispositif Duflot influera probablement sur les relances des programmes immobiliers dans l'investissement locatif.

L'activité dans les services marchands se maintient mais l'avenir reste incertain

Fin décembre 2012, d'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France auprès des entreprises des services marchands de Languedoc-Roussillon, l'activité

se maintient grâce à la restauration, l'informatique et l'ingénierie. Mais l'emploi souffre de façon croissante. L'avenir reste marqué par l'incertitude.

Une fréquentation touristique de fin d'année en retrait

D'octobre à décembre 2012, 753 000 touristes ont séjourné dans les hôtels de la région pour un total de 1,2 millions de nuitées. La fréquentation est en recul de - 2,7 % en Languedoc-Roussillon, contre une stabilité au niveau national. Ce recul s'explique en grande partie par une moins bonne fréquentation au mois d'octobre (- 8 %), tandis que la fréquentation du mois de novembre progresse (+ 4 %) et celle de décembre se stabilise. Dans la région, la baisse est imputable tant à la clientèle française (- 2,1 %) qu'étrangère (- 5,9 %).

Si la clientèle pour motif de loisirs tend à se stabiliser ce trimestre (+ 0,5 %), celle pour motif d'affaires est en recul de - 4,8 % par rapport au quatrième trimestre 2011. Le bilan de l'année 2012 confirme néanmoins la tendance d'un renforcement du poids de la clientèle d'affaires. Au total sur l'année, le nombre de nuitées d'affaires se maintient alors que les nuitées de loisirs sont en baisse de - 2 % par rapport à 2011.

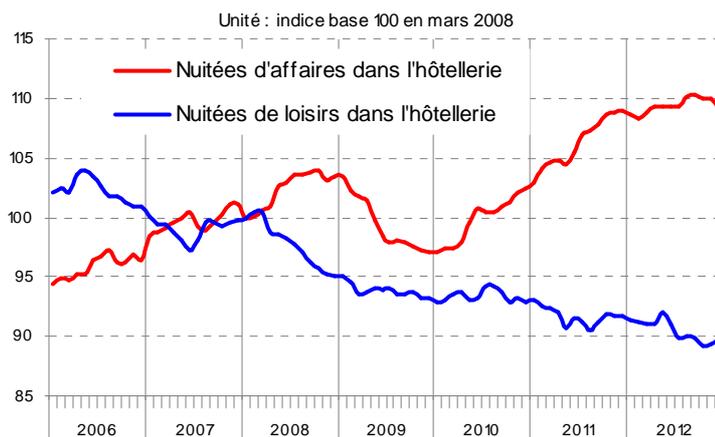
Nombre de nuitées au quatrième trimestre 2012 dans l'hôtellerie

Données brutes	Nombre de nuitées (en milliers)	Évolution 2012 T4/2011 T4 du nombre de nuitées (en %)		
		Ensemble	Touristes en provenance de France	Touristes en provenance de l'étranger
Languedoc-Roussillon	1 233	-2,7	-2,1	-5,9
France métropolitaine	41 814	+0,4	-1,3	+4,2

Sources : INSEE, Direction du Tourisme, Partenaires régionaux.

La baisse trimestrielle de fréquentation impacte l'ensemble des zones touristiques. L'espace urbain, qui concentre 63 % du total des nuitées régionales, est le plus fortement affecté (- 2,4 % de nuitées). La fréquentation hôtelière est en baisse de - 5,8 % sur la zone de montagne (massif ski et non-ski) par rapport à l'année précédente. La configuration du calendrier des vacances scolaires a été moins favorable cette année, les vacances de Noël ayant débuté plus tardivement qu'en 2011. De plus, les conditions météorologiques en 2012 ont été moins bonnes que l'an passé. Fin 2011, les températures avaient été très douces et les régions méditerranéennes épargnées par les pluies abondantes qui avaient touché la majeure partie du territoire français. Si les conditions climatiques de 2012 n'ont pas bénéficié à la fréquentation de ce quatrième trimestre, les chutes de neige exceptionnelles sur le massif pyrénéen à partir de la mi-janvier créent des conditions prometteuses pour le début d'année 2013 sur les zones de montagne.

Évolution de la fréquentation pour motif de loisirs et d'affaires



Note : Données mensuelles brutes, chaque point représente le nombre de nuitées des 12 derniers mois

Sources : Insee ; direction du Tourisme ; partenaires régionaux

Une activité globalement soutenue dans le commerce de gros

Au quatrième trimestre 2012, les volumes d'affaires des entreprises du commerce de gros se confortent après l'accalmie du trimestre précédent, d'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France en Languedoc-Roussillon. Pour autant, l'augmentation du coût des approvisionnements, impossible à répercuter totalement sur les ventes et l'inconsistance des carnets de commandes restent des facteurs d'inquiétude pour l'année à venir. Sur le premier trimestre 2013 cependant, l'agro-alimentaire devrait profiter d'une saison favorable.

Les ventes de véhicules particuliers neufs déprimées

Les immatriculations de voitures neuves en Languedoc-Roussillon ont poursuivi leur recul au cours du dernier trimestre 2012, avec une baisse de - 17,1 % par rapport au quatrième trimestre 2011 (- 13,6 % pour le national). Sur l'ensemble de l'année 2012, les immatriculations ont reculé de - 16,8 %.

Ralentissement de l'activité dans l'industrie

Au quatrième trimestre 2012, les enquêtes de conjoncture de la Banque de France auprès des entreprises industrielles indiquent qu'en Languedoc-Roussillon la production se redresse modérément avec une demande encore insuffisante.

Seule la branche matériels de transport affiche une baisse de production. Les progressions d'activité des autres secteurs ont été hétérogènes : assez fortes dans les industries agricoles et alimentaires, plus limitées dans la fabrication des autres produits industriels.

La demande industrielle est insuffisante pour assurer une bonne utilisation de l'outil de production. L'utilisation des capacités de production reste en deçà de la moyenne de longue période.

Dans l'ensemble, les perspectives, plus optimistes, font état d'un maintien de l'activité.

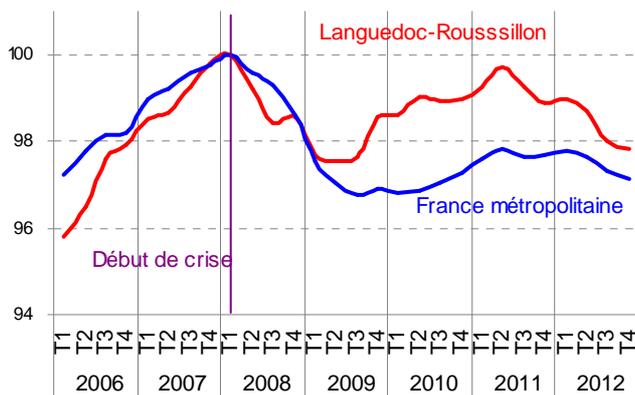
Emploi salarié

Les pertes d'emplois salariés continuent

Au quatrième trimestre 2012, l'emploi salarié dans les secteurs marchands hors agriculture, administration publique, santé, action sociale et particuliers employeurs recule de 1 100 postes, soit -0,2 % par rapport au trimestre précédent. La baisse est légèrement plus forte au niveau national (-0,3 %). Hors intérim, les destructions d'emplois salariés atteignent -1 950 postes, soit -0,4 %.

Évolution de l'emploi salarié marchand

unité : données cvs indice base 100 au 1er trimestre 2008



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, Estimations d'emploi

Évolution de l'emploi salarié marchand

	Languedoc-Roussillon		France métropolitaine	
	2012T4	2012t4/2011t4	2012T4	2012t4/2011t4
Industrie hors intérim	-0,7	-1	-0,3	-0,9
Construction hors intérim	-1,3	-3,6	-0,5	-1
Commerce hors intérim	-0,2	-1	-0,4	-0,7
Services marchands hors intérim	-0,2	-0,2	-0,1	+0,3
Intérim	+6,3	-7	-1,8	-10,7
Ensemble	-0,2	-1,1	-0,3	-0,6

Données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre
 Champ : emploi en fin de trimestre hors agriculture, emploi public dans les secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociales) et activité des ménages en tant qu'employeur
 Source : Insee, estimation d'emploi

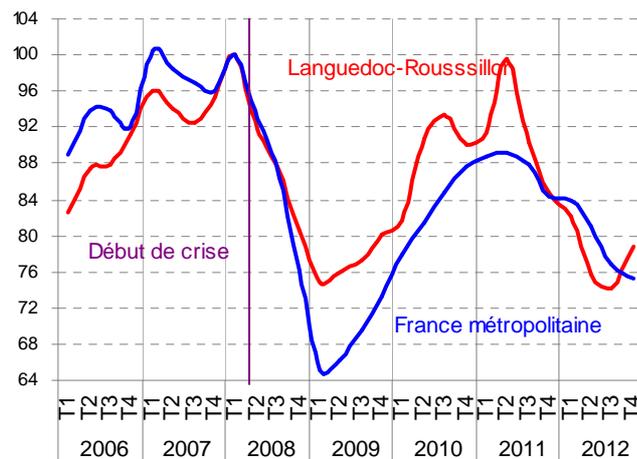
L'emploi intérimaire se redresse ce trimestre

A la fin du quatrième trimestre 2012, la région Languedoc-Roussillon comptabilise 14 600 intérimaires, soit une hausse de 870 postes par rapport au trimestre précédent (+6,3 %). Ce rebond de l'emploi intérimaire intervient après une baisse continue depuis mi-2011. Les entreprises ont sans doute eu recours à l'intérim pour faire face à des demandes ponctuelles pour la fin d'année. En revanche, elles n'ont pas eu de recours accru à des emplois moins flexibles de type CDD, ou CDI.

En France métropolitaine, la baisse des effectifs dans l'intérim se poursuit modérément ce trimestre (-1,8 %).

Évolution de l'emploi de l'emploi intérimaire

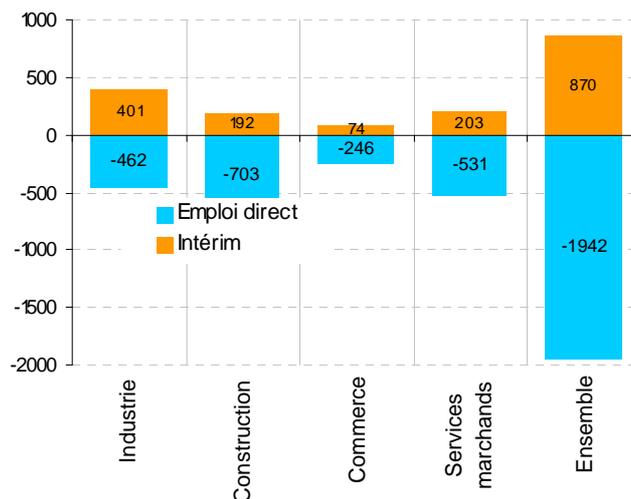
unité : données cvs indice base 100 au 1er trimestre 2008



Source : Insee, Estimations d'emploi

Variation trimestrielle de l'emploi salarié par grand secteur d'activité en Languedoc-Roussillon

Contribution de l'intérim et de l'emploi direct



Source : Insee, Estimations d'emploi - Direccte Languedoc-Roussillon

Les destructions d'emploi salarié s'accroissent dans la construction

Fin décembre 2012, les pertes d'emploi salarié hors intérim dans la construction s'élèvent à -700 postes par rapport à fin septembre, soit -1,3 %. En France métropolitaine, la diminution est moins prononcée (-0,5 %). Depuis un an dans la région, près de 2 000 emplois ont été détruits, soit -3,6 %.

La construction présente toujours le plus haut recours à l'intérim² tous secteurs confondus, soit 8,8 % des salariés fin décembre 2012. Au quatrième trimestre 2012, l'emploi intérimaire dans la construction progresse de +3,9 %, soit 200 missions intérimaires supplémentaires. D'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France auprès des entreprises du bâtiment de Languedoc-Roussillon, un regain d'activité a ainsi été observé notamment en décembre avec la fin des chantiers signés début 2012,

2 Le taux de recours est le rapport du nombre d'intérimaires/emploi salarié total.

expliquant en partie le recours à l'intérim. Certains professionnels attribuent également l'accélération des commandes à la mise en place début janvier de nouvelles normes et réglementations thermiques qui pourraient entraîner un surcoût de construction en 2013. La météo du mois de décembre, peu rigoureuse, a également favorisé l'activité.

L'emploi industriel encore à la peine

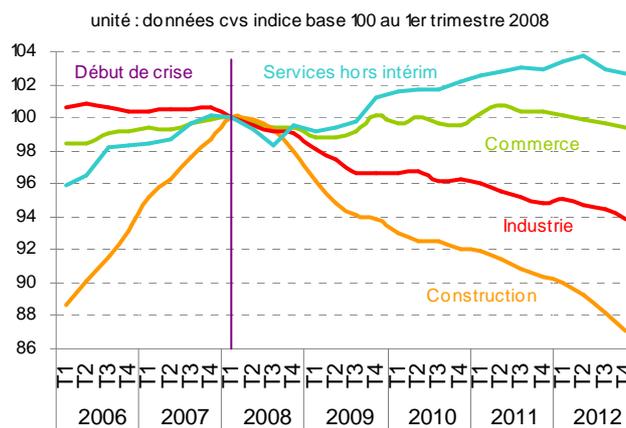
Au quatrième trimestre 2012, l'emploi salarié industriel hors intérim se replie de -0,7%, soit une suppression nette de 460 postes de travail. Cette baisse est plus forte qu'au niveau national (-0,3%). Depuis un an, l'emploi industriel a reculé de plus de 700 postes (-1,0%). En revanche, à l'image du secteur de la construction, le taux de recours à l'intérim dans l'industrie augmente fin décembre de +0,6 point pour s'établir à 6,2%. Les enquêtes de conjoncture de la Banque de France dans l'industrie font état d'un redressement modéré de l'activité industrielle en fin d'année, notamment dans les industries agricoles et alimentaires. Pour répondre aux commandes ponctuelles, les entreprises ont recours de préférence aux contrats à durée déterminée et à l'intérim. En revanche, le non-remplacement des départs volontaires de l'effectif permanent se renforce. Ainsi l'intérim dans l'industrie progresse de +9,8% au quatrième trimestre 2012 soit +400 missions intérimaires. La hausse de l'intérim est particulièrement forte dans les secteurs « fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac », et « Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines ».

Les difficultés du secteur des services marchands se confirment

Fin décembre 2012, l'emploi salarié dans les services marchands recule de -0,2%, soit -530 postes hors intérim (après la perte de 1 950 emplois au trimestre précédent). Au niveau national, l'emploi salarié dans les services marchands diminue également (-0,1%). Ce secteur qui avait jusqu'à présent bien résisté aux effets de la crise en 2008, est également affecté par les pertes d'emploi depuis mi-2012. Au quatrième trimestre 2012, les plus fortes baisses d'emploi concernent les secteurs « hébergement et restauration » (-200 postes, soit -0,5% hors intérim), ainsi que le secteur « transports et entreposage » (-140 postes, soit -0,4% hors intérim). Les activités de services orientées vers le soutien aux entreprises, ainsi que les autres services aux ménages, sont également affectés par les destructions d'emploi. En revanche, seul le secteur des « activités financières et d'assurance » enregistre encore une hausse de l'emploi salarié hors intérim au quatrième trimestre (+130 postes, soit +0,6%).

A l'image des autres secteurs d'activités, l'emploi intérimaire dans les services marchands a permis aux professionnels de répondre à l'activité de fin d'année. En revanche, il semble que le manque de perspective économique pèse négativement sur les effectifs dits permanents. Les départs naturels sont non remplacés et les CDD non renouvelés. Ainsi, l'emploi intérimaire dans les services marchands augmente de +6,6% (+200 postes), tandis que l'emploi salarié recule de -0,2% (-330 postes).

Évolution de l'emploi salarié marchand hors intérim par secteur en Languedoc-Roussillon



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, Estimation d'emploi

L'emploi dans le commerce continue à se dégrader

Au quatrième trimestre 2012, l'emploi hors intérim dans le commerce continue de se dégrader (-250 postes, soit -0,2%). Sur un an, 1 160 emplois ont été détruits dans ce secteur. Là encore, l'intérim bénéficie d'un léger rebond d'activité (+4,5%) pour la fin d'année. Les entreprises ont moins embauché pour la période des fêtes de fin d'année mais elles ont eu recours à l'intérim pour répondre à la demande. D'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France dans le commerce de gros, les volumes d'affaires se sont en effet confortés notamment dans le commerce agro-alimentaire.

Forte dégradation de l'emploi dans le Gard et résistance dans les Pyrénées-Orientales

Au quatrième trimestre 2012, le recul de l'emploi salarié marchand de la région est particulièrement marqué dans le département du Gard (-0,7%, soit -800 postes). Les gains d'emplois de l'intérim ne permettent pas de compenser les pertes dans tous les secteurs d'activités. Les destructions d'emploi sont particulièrement importantes dans l'industrie et la construction. Le département de la Lozère enregistre également un recul de l'emploi ce trimestre (-0,7%, soit -100 postes).

Dans le département de l'Aude, l'emploi salarié recule de -0,4% ce trimestre (soit -200 postes). Si l'emploi intérimaire progresse ce trimestre, les pertes d'emploi sont importantes dans la construction et les services marchands. Enfin, l'emploi salarié se maintient dans l'Hérault (-0,1%) et progresse même légèrement dans les Pyrénées-Orientales (+0,2%). Dans le département de l'Hérault, les fortes baisses d'emploi dans la construction et les services marchands sont en partie compensées par les gains dans le commerce et surtout l'intérim. Dans les Pyrénées-Orientales, l'emploi salarié progresse sous l'effet de l'intérim et des services marchands.

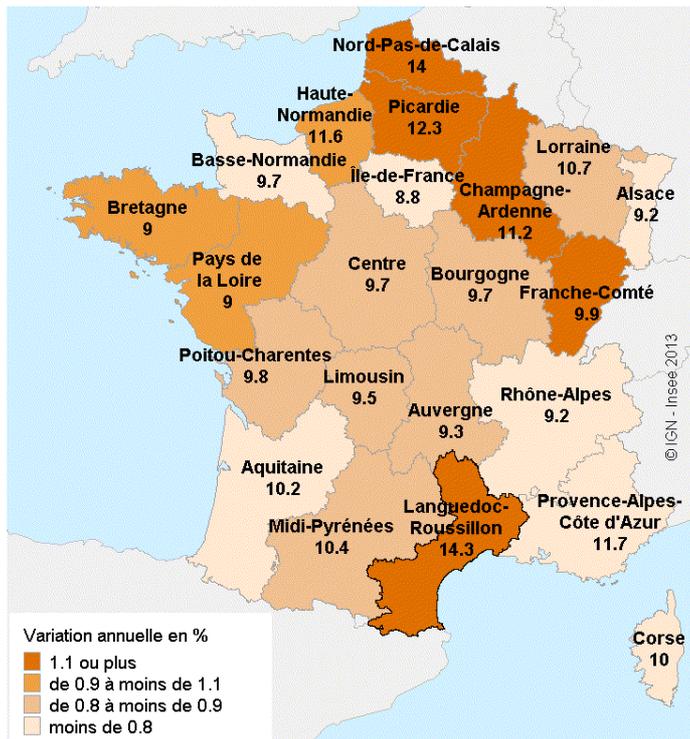
Le marché du travail

Nouvelle hausse du taux de chômage

Le taux de chômage en Languedoc-Roussillon atteint 14,3 % de la population active, après une nouvelle hausse de + 0,5 point au quatrième trimestre 2012. Le taux de chômage régional a augmenté de + 1,2 point en un an. Il s'agit de la plus forte dégradation annuelle de l'ensemble des régions de France métropolitaine.

En France métropolitaine, avec 2,9 millions de personnes au chômage, le taux de chômage s'élève à 10,2 %. Il est en hausse de + 0,3 point par rapport au troisième trimestre 2012. Sur un an, la hausse s'élève à + 0,8 point.

Taux de chômage localisés par région au quatrième trimestre 2012 et variation annuelle en %



Source : Insee, taux de chômage localisés

Forte dégradation dans tous les départements

Le chômage progresse dans tous les départements du Languedoc-Roussillon au quatrième trimestre 2012. Le chômage progresse davantage dans l'Aude (+ 0,7 point ce trimestre) pour s'établir désormais à 14,2 %. Le taux de chômage dans les Pyrénées-Orientales, l'Hérault et le Gard augmente de + 0,5 point. Les Pyrénées-Orientales présentent toujours le taux de chômage le plus élevé des départements de France métropolitaine avec 15,3 % de la population active. Dans l'Hérault et le Gard, le taux de chômage s'élève à respectivement 14,7 % et 14,0 %. Enfin, en Lozère, le taux de chômage augmente de + 0,4 point pour s'établir à 6,3 % de la population active.

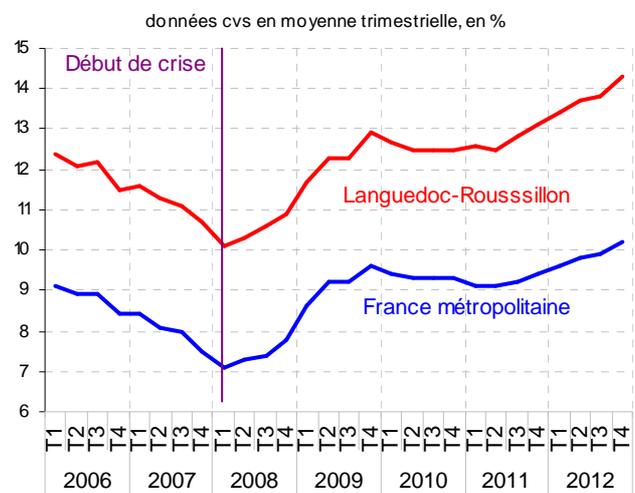
Évolution du taux de chômage

	Taux de chômage en %			Variation (en point de %)	
	4e trim 2011	3e trim 2012	4e trim 2012 (p*)	trim	annuelle
Aude	13,0	13,5	14,2	0,7	1,2
Gard	12,8	13,5	14,0	0,5	1,2
Hérault	13,6	14,2	14,7	0,5	1,1
Lozère	5,7	5,9	6,3	0,4	0,6
Pyrénées-Orientales	13,7	14,8	15,3	0,5	1,6
Languedoc-Roussillon	13,1	13,8	14,3	0,5	1,2
France métropolitaine	9,4	9,9	10,2	0,3	0,8

* (p) = provisoire

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage au sens BIT et taux de chômage localisé

Plus de 240 300 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi fin décembre 2012

Fin décembre 2012, le nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B, C) atteint 240 300 personnes inscrites à Pôle emploi, en données corrigées des variations saisonnières. Ce trimestre, la hausse atteint + 2,9 %, soit + 6 700 demandeurs supplémentaires. Cette aggravation s'observe également sur un an : + 10,4 %, soit + 22 670 demandeurs d'emplois. En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B et C augmente de + 2,3 % ce trimestre (+ 8,8 % sur un an).

Dans la région, la dégradation est plus forte pour les demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité réduite au cours du mois (catégorie A), soit + 5 050 demandeurs d'emploi en un trimestre (+ 3,0 %). Sur l'ensemble de l'année 2012, la hausse atteint + 11,1 %.

L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) se poursuit également (+ 2,5 % sur le trimestre, soit + 1 650).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (A,B,C) en Languedoc-Roussillon inscrits à Pôle emploi

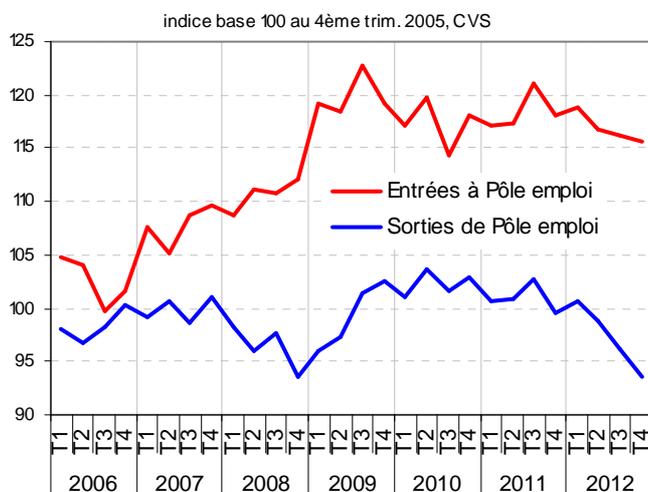


Source : Pôle emploi, Dares

Comme depuis le début de l'année, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi s'explique en partie par la diminution des sorties des listes de Pôle emploi au cours du trimestre (- 2,6 % par rapport au troisième trimestre). Cette décroissance résulte, pour l'essentiel, de la baisse du nombre de « cessations d'inscription pour défaut d'actualisation » (- 2,8%) et de « radiations administratives » (- 6,5%) sur les trois mois glissants.

De leur côté, les entrées à Pôle emploi en catégorie A, B, C se stabilisent (- 0,4 %) au cours des trois derniers mois. Les plus fortes baisses concernent les « fins de missions d'intérim » (- 7,1 %) et les entrées suite à « démission » (- 8,0 %). Ceci est, en grande partie, compensé par une hausse des « premières entrées » (+ 13,9 %) et des « fins de contrat à durée déterminée » (+ 3,4 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (A,B,C) en entrées et en sorties inscrits à Pôle emploi

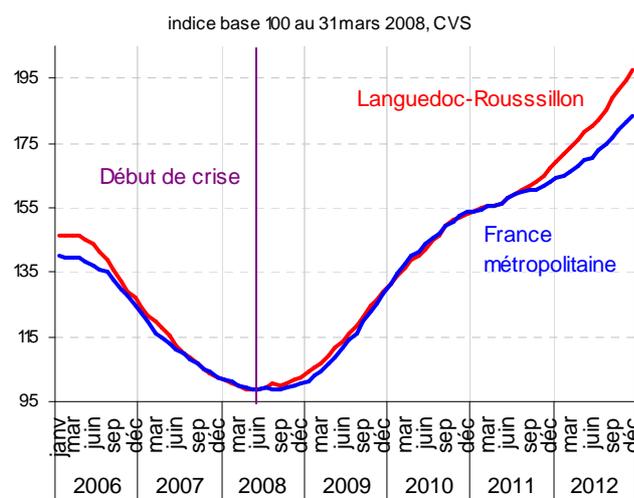


Source : Pôle emploi, Dares

Plus de 93 000 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an

La baisse du nombre de sorties des listes de Pôle emploi a comme conséquence une aggravation du chômage de longue durée. Fin décembre 2012, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, et C depuis un an ou plus s'establit à 93 100 personnes, soit une hausse de + 4,8 % en un trimestre. Le chômage de longue durée représente 39 % des demandeurs d'emploi de la région. Sur un an, la dégradation du chômage de longue durée est encore plus forte, soit + 18,3 %. Il s'agit de la plus forte progression des régions de France métropolitaine.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (A,B,C) inscrits depuis un an ou plus à Pôle emploi



Source : Pôle emploi, Dares

Les 50 ans et plus particulièrement touchés par le chômage

Fin décembre 2012, 50 400 personnes de 50 ans et plus sont inscrites à Pôle emploi, en hausse de + 4,5 % depuis le dernier trimestre, et surtout de + 19,1 % depuis un an. Les jeunes de moins de 25 ans sont également touchés par la hausse du chômage. Sur un trimestre, leur nombre augmente de + 2,8 %, et de + 9,8 % sur un an.

Les offres d'emploi en retrait au quatrième trimestre 2012

Au cours du quatrième trimestre 2012, les offres d'emploi collectées par Pôle emploi en Languedoc-Roussillon reculent de - 3,4 % par rapport au troisième trimestre 2012.

Les offres d'emploi durables (six mois ou plus) diminuent de - 2,8 % ce trimestre, celles de courtes durées (CDD, intérim) de - 3,8 %. Les offres d'emploi concernant des contrats de courtes durées sont surreprésentées dans la région : 63 % des offres en Languedoc-Roussillon pour 57 % en France métropolitaine.

Démographie des entreprises

Les créations d'entreprises se stabilisent

Au cours du quatrième trimestre 2012, près de 7 150 entreprises (en données brutes) ont été créées en Languedoc-Roussillon. Le nombre de créations est quasi stable par rapport au même trimestre un an auparavant (- 0,4 %). En revanche, au niveau national, le nombre de créations d'entreprises au cours du quatrième trimestre 2012 est en baisse par rapport au même trimestre de l'année précédente (- 2,8 %).

Créations trimestrielles d'entreprises

Données brutes	Nombre de créations	Glissement (%) annuel du cumul *	
		4 ^e trim.2012	sur 12 mois
Forme sociétaire	1811	-2,3	-4,2
Entreprises individuelles	5337	0,3	-0,7
Dont hors auto-entrepreneur	1042	-27,7	-21,7
Dont auto-entrepreneur	4295	10,7	7,8
Ensemble	7148	-0,4	-1,6

*Créations d'entreprises durant les 3 ou 9 derniers mois comparées aux mêmes mois un an auparavant

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements - Champ : Activités marchandes hors agriculture

La stabilité du nombre de créations d'entreprises dans la région masque deux évolutions contraires : d'un côté le dynamisme de l'auto-entrepreneuriat et de l'autre la baisse des autres créations. En effet, face à une conjoncture dégradée sur le marché du travail, l'auto-entreprise semble être un recours pour compléter ses revenus ou pour assurer son propre emploi. Près de 4 300 demandes d'immatriculation en auto-entreprises ont été enregistrées au quatrième trimestre 2012, soit une progression de + 10,7 % (en glissement annuel). Les auto-entrepreneurs sont à l'origine de 60 % des créations d'entreprises en Languedoc-Roussillon, contre 55 % au niveau national. A l'inverse, les créations hors auto-entrepreneurs continuent de diminuer. En Languedoc-Roussillon, la baisse est de - 13,4 % par rapport au quatrième trimestre 2011, contre - 5,7 % au national. Dans la région, le recul est particulièrement marqué pour les entreprises individuelles hors auto-entrepreneur (- 27,7 %), notamment en raison d'un effet de substitution. La diminution est plus modérée pour les sociétés (- 2,3 %).

Au quatrième trimestre 2012, certains secteurs d'activités enregistrent une hausse du nombre de créations d'entreprises grâce principalement au dynamisme de la création d'auto-entreprises. Les plus fortes augmentations en volume concernent les secteurs du « commerce », de « l'enseignement, santé, action sociale » et de « l'industrie manufacturière ». En revanche, les secteurs des « activités immobilières », « de soutien aux entreprises » et celui « des autres services aux ménages » sont affectés par la baisse des créations.

Hors auto-entrepreneurs, les créations se replient dans la quasi-totalité des secteurs. La baisse est particulièrement forte dans le secteur de la « construction » où les créations hors auto-entrepreneurs baissent de - 4,9 % soit 160 créations de moins par rapport au quatrième trimestre 2011. Les créations hors auto-entrepreneur dans les « activités

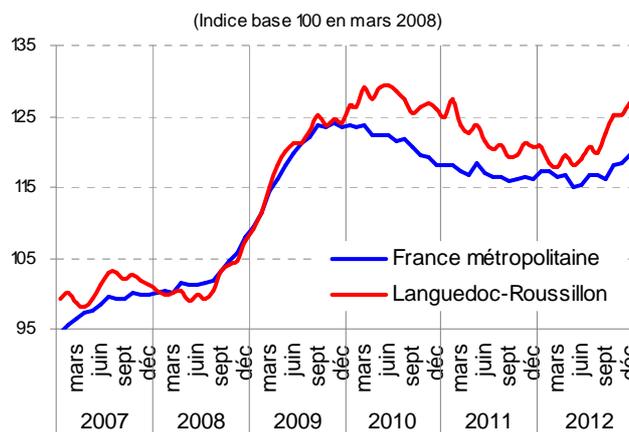
immobilières » baissent également fortement ce trimestre (- 3,2 % soit 100 créations de moins).

Les défaillances d'entreprises s'accroissent

Au quatrième trimestre 2012, près de 1 240 entreprises ont fait l'objet d'une procédure judiciaire (redressement, liquidation ou procédure de sauvegarde) en Languedoc-Roussillon, soit une hausse de + 13,3 % par rapport au même trimestre un an plus tôt (contre + 11,5 % au niveau France métropolitaine). Le nombre de défaillances prononcées au cours de l'année 2012 augmente par rapport à 2011 de + 5,2 % pour la région et de + 2,9 % pour le national. Après la forte augmentation des défaillances d'entreprises durant la crise de 2008 et un point haut atteint en 2010, la région avait entamé une diminution en 2011 sans pour autant retrouver son niveau d'avant crise. L'année 2012 et particulièrement la fin de période, souligne les difficultés des entreprises face à la dégradation de la conjoncture économique.

Les secteurs qui contribuent le plus à la hausse des défaillances dans la région au quatrième trimestre 2012 sont ceux de la « construction », du « commerce, réparation automobiles » et de l'« hébergement et restauration ». Concentrant 29 % des défaillances de la région, la construction enregistre près de 300 procédures judiciaires au quatrième trimestre 2012, soit une hausse de + 33,3 % par rapport au quatrième trimestre 2011. Le secteur du « commerce » qui représente un quart des défaillances de la région, enregistre 240 ouvertures de procédures, soit + 13,4 %. Près de 150 procédures de défaillances ont été ouvertes dans le secteur hébergement et restauration (+ 20,8 %), soit 15 % des défaillances régionales. Depuis 2008 les défaillances d'entreprises dans ce secteur sont en constante augmentation.

Évolution des défaillances d'entreprises



Note : Données mensuelles brutes, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Sources : Fiben, Banque de France

Pour comprendre ces résultats

Les données brutes et corrigées des variations saisonnières (CVS)

La série brute est la série observée ; son évolution peut en général se décomposer en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et des composantes irrégulières. La correction des variations saisonnières est une technique statistique pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, pour en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composantes irrégulières). Les données CVS sont utilisées pour comparer les trimestres entre eux. Les données brutes sont utilisées pour comparer une période par rapport à la même période de l'année précédente. Pour des données brutes trimestrielles, le trimestre est comparé au même trimestre de l'année précédente ; pour des données trimestrielles cumulées sur quatre trimestres, le cumul sur les quatre derniers trimestres est comparé au cumul sur les quatre trimestres précédents.

Les estimations trimestrielles régionales de l'emploi salarié marchand

Source : **Insee**

Les évolutions trimestrielles des effectifs salariés sont fondées sur les évolutions de l'emploi de la source URSSAF. Tous les établissements versant des cotisations sociales, y compris ceux qui se créent au cours du trimestre, sont pris en compte. Pour les années 2010 et antérieures, les estimations trimestrielles d'emploi sont calées sur les estimations annuelles issues de la source ESTEL (Estimations d'emploi localisé) et élaborées à partir des déclarations annuelles de données sociales (DADS). Le niveau d'emploi au 31 décembre est ainsi égal à celui des estimations annuelles. Les estimations calculées par ESTEL sont corrigées de la multi activité et correspondent à un concept d'emploi au sens du Bureau International du Travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée dans le niveau d'emploi. Les taux d'évolution trimestriels issus d'Épure (données Urssaf exploitées par l'Insee) sont appliqués au point annuel 2010. En ce qui concerne l'emploi intérimaire, l'indicateur utilisé est une moyenne sur les cinq derniers jours ouvrés du trimestre, du nombre de missions d'intérim en cours chaque jour. Cet indicateur est élaboré par la Dares à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi. Les séries sont corrigées des variations saisonnières et calées sur le niveau national.

Le chômage

Source : **Insee**

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Le taux de chômage :

C'est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Sources : **Pôle emploi - DIRECCTE Languedoc-Roussillon - Dares**

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).
- Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).
- Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.
- Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Créations d'entreprises

Source : **Insee - Sirene**

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Les créations d'entreprises correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire Sirene, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise, s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur en termes d'activité et de localisation.

Défaillances d'entreprises :

Source : **Fiben - Banque de France**

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de jugement de redressement judiciaire (qui ne se traduit pas toujours par une liquidation). Cette procédure intervient lorsque l'entreprise est en situation de cessation de paiements. Les séries publiées dans cet article sont des séries en date de jugement, date à laquelle la procédure de redressement judiciaire a été effectivement ouverte dans le tribunal de commerce ou le tribunal de grande instance.

Les logements :

Sources : **Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (MEEDDM - DREAL).**

Les résultats publiés sont issus de la base de données [Sit@del2](#). Celle-ci rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier transmises par les directions départementales du ministère et par les communes instructrices. Les résultats sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire date à laquelle l'événement (autorisation, ouverture de chantier, etc.) est enregistré dans la base de données [Sit@del2](#).

Les chiffres publiés portent sur le nombre de logements ordinaires (hors logements en résidence), au sein desquels, les logements individuels (maisons) sont distingués des logements collectifs (appartements). Les logements en résidences (résidences pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc.) se caractérisent par la fourniture de services individualisés (de loisirs, de restauration, de soins ou autres). Les foyers et les hôtels qui ne comportent que des chambres et des services communs ne sont pas classés dans les logements mais dans les locaux d'hébergement.

Fréquentation hôtelière

Hôtellerie

Sources : **Insee - Ministère délégué au Tourisme**

L'enquête mensuelle effectuée auprès des hôtels du Languedoc-Roussillon est une enquête nationale résultant d'une convention passée entre le Ministère en charge du Tourisme et l'Insee. Au niveau régional, elle est réalisée en partenariat avec la Direction du tourisme du Conseil régional et les Comités départementaux du tourisme.

La collecte est réalisée tous les mois auprès d'un échantillon d'hôtels classés de 1 à 5 étoiles, en fonction de leur confort, de leur équipement et de leurs services.

Hôtellerie de plein air - les campings

Sources : **Insee - Ministère délégué au tourisme**

L'enquête mensuelle effectuée auprès des gestionnaires de campings du Languedoc-Roussillon est une enquête nationale résultant d'une convention entre le Ministère en charge du Tourisme et l'Insee. Au niveau régional, elle est réalisée en partenariat avec la Direction du tourisme du Conseil régional et les Comités départementaux du tourisme.

Seuls les terrains de camping déclarés à la préfecture et ayant reçu une autorisation préalable d'ouverture entrent dans le champ de l'enquête. Sont donc exclus : les aires naturelles de camping, le camping "sauvage", le camping "à la ferme" et les terrains limités à six emplacements ne nécessitant pas d'autorisation d'ouverture.

Liens sur la conjoncture

- [INSEE Languedoc-Roussillon- La conjoncture régionale](#)
- [Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt](#)
- [Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement](#)
- [Cellule économique du BTP en Languedoc-Roussillon](#)
- [Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi](#)
- [Direction Interrégionale des Douanes de Montpellier](#)
- [Banque de France - Direction régionale](#)